

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 597 6 JANVIER 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

Le Marquis de Bonchamps, à son épouse en Vendée, dès le début de la révolution :

« C'est l'impiété qui a préparé la fermentation générale ; c'est elle seule qui peut produire des maux durables, en sapant tous les fondements de la morale. Elle confond toutes les idées du juste et de l'injuste ; elle ébranle toutes les constitutions humaines ; où ce torrent s'arrêtera-t-il ? Et la génération qui s'élève sera-t-elle plus sage et plus éclairée que celle qui lui enseigne à rejeter toute discipline et à diviniser les passions ? »

EDITO

L'EUROPE ET SES FRAUDES

L'on se plaint souvent que l'Europe soit le siège de multiples fraudes en particulier au sujet des subventions qu'elle distribue si généreusement sur tout le continent. L'on sait moins qu'il y a une Cour des Comptes européenne dont le coût est absolument phénoménal et qui est le siège de fromages fabuleux pour les personnes qui sont censées y travailler : elles bénéficient d'avantages absolument exceptionnels.

En plus, elle ne sert absolument à rien pour plusieurs raisons. La première est qu'il est impossible de voir clair dans les comptes de l'Europe tellement c'est embrouillé. La deuxième raison, qui découle de la première, est qu'en général elle refuse de certifier le budget européen. Dans le cas particulier du budget de 2009, elle n'accepte de certifier que 8 % de ce budget jugeant dans son rapport que les 92 % restants présentaient un « trop haut niveau d'illégalité et d'irrégularités » !

Par exemple, dans ce budget, il est prévu de doter l'agence de communication de l'union européenne de 15,4 millions d'euros pour un projet totalement fou : il s'agit d'envoyer une urne dans l'espace, marquée du slogan : « On peut voter partout ». Cela n'empêche pas que le budget sera voté par les parlementaires européens trop ardents à protéger leurs propres fromages.

Qui nous délivrera de cette véritable honte ?

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

L'ASSASSINAT DE L'EPARGNE

L'on sait que le R.S.A. est un échec partout où on l'a appliqué ; il va, en particulier, créer de nouvelles complications et de nouveaux seuils. Pour le financer le gouvernement confirme qu'il souhaite poursuivre l'assassinat de l'épargne. En effet les revenus de l'épargne en 2009 seront taxés de 1,1 % de plus au titre des prélèvements sociaux qui passeront à 12,1 %. Un tour de vis supplémentaire est envisagé pour l'ISF au titre des investissements dans des PME et via un holding, qui était une sorte de niche pour limiter les dégâts. Cette formule qui allégeait quelque peu la facture va être réduite à partir du 16 juin 2009.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les point de vue exprimé. A chacun de juger)

LES CHARGES ETATIQUES

Lettre à mon EX Députée Nadine Morano !

Secrétaire d'état à la famille

Combien ça coûte ? Faire grève contre la France, contre les Français. Par exemple pour la création d'emploi public, emplois qui coûte en fait, au total, l'équivalent de DEUX emplois privés. Donc, en moyenne, la création d'un emploi public supprime bien deux emplois solvables, chiffre confirmé par des constats et des études toutes concordantes. Avec nos sept millions de fonctionnaires et assimilées et nos trois millions de retraités issus des secteurs étatiques, c'est environ dix millions de personnes qui sont à la charge de la France ! Charges de 20 à 30 % supérieures à la moyenne européenne. Ce qui explique nos impôts, taxes, cotisations qui cumulées plombent notre économie nationale et notre pouvoir d'achat. Nos 34 ans de déficit, notre dette de 1 300 milliards d'euros. Plus 800/900 milliards de droit à la retraite non financé.

Triste constat: Pour financer notre protection sociale à la dérive, les prélèvements fiscaux et sociaux représentent : **71,3 % du salaire moyen** ! Ce qui porte atteinte au pouvoir d'achat aux travailleurs qui ne touche **que 28,7 % du coût de son labeur**. En réalité les contribuables français finance leurs assistanat, minoré par des frais de distribution qui varie de 5 % 35 % suivants les nombreux et coûteux organismes qui redistribuent notre argent.

Réduire de 20/40 % : le nombre des agents des secteurs publics ne veut pas dire supprimer leurs emplois, mais modifier les statuts pour plus d'efficacité, dans la responsabilité. Par la création d'agence comme en Suède ! Au Canada... La rigueur, dit le dictionnaire, c'est le refus du laxisme ! La responsabilité individuelle ne doit pas être diaboliser. Sous prétexte d'un intérêt général. Intérêt général qui, bien souvent, n'est qu'un prétexte pour satisfaire les corporatismes et les privilèges. Les solutions libérales raisonnables et réguler ont fait la preuve de leurs efficacités. Ce n'est pas le cas de la gestion étatique de l'économie française.

Pour conclure: Messieurs nos gouvernants, face aux grèves rituelles de la poste, des Profs, de la SNCF, Air France, etc..... grèves sans aucune compassion pour les citoyens contribuables, pauvres français qui les financent par leurs impôts ! Très franchement, n'en avez-vous pas ras la caquette de voir des syndicats corporatistes de la fonction publique et leurs troupes dociles *conchier la République, que vous êtes d'ailleurs censés représenter, de la même façon qu'ils *conchient le peuple français lui-même ?

A titre d'exemple les coûts abusifs de l'Élysée, de l'assemblée et du sénat: ce n'est plus de l'anti-parlementarisme primaire ! Mais une prise de conscience d'une république aux finances à la dérive. Qui malgré la crise économique ne réduit pas son train de vie a l'exemple du peuple ?

Gele.gerard@wanadoo.fr

DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

Monsieur,

Agent immobilier au 75 avenue Mozart, je lis avec beaucoup intérêts vos textes et vous remercie pour votre clairvoyance, notamment au sujet des diagnostics immobiliers, mais il y aurait beaucoup à dire sur le reste, je vous souhaite de bonnes fêtes

Salutations dévouées

**Carla ZAZZALI - C.S.A. Immobilier O.R.I.
75, avenue MOZART 75016 PARIS
Tél : 01 45 25 50 23
Fax : 01 42 24 14 13**

LE CARCAN ADMINISTRATIF

On apprécie le "carcan institutionnel et administratif"... !!!!!

Le plan « monnettiste » qui influencera tous les accords et traités européens partait de ce postulat : les nations européennes secrétant en elles-mêmes l'idée nationaliste se discréditent : il faut donc faire disparaître l'entité étatique et la fondre dans une « Nation européenne » à laquelle il conviendra d'ajouter « un carcan institutionnel et administratif » commun et unique. Ce sera alors l'établissement d'une Europe fédérale affranchie du poids des siècles et des contraintes de la géographie, sans plus de références aux réalités nationales. ... la communauté européenne n'est qu'une étape vers les formes d'organisation mondiale de demain. »

Extraits des Mémoires de Jean MONNET

J.M.T. TELE2. FR

LOGEMENT SOCIAL

Bonjour, Dans le domaine social depuis 30 ans, je connais l'enchevêtrement aberrant des lois mais aussi des organismes à tous les niveaux et vous suit donc sur votre analyse (qui mériterait bien sûr un plus grand développement ailleurs), mais je reste sur ma faim : Certes, il est toujours plus simple de dénoncer un système. Je regrette toujours que les solutions soient données sous une forme pour le moins courte :

« Il s'empresserait de supprimer un grand nombre des lois qui empêchent les gens de construire librement et certaines de ces lois sont parfaitement connues des praticiens. La richesse qui résulterait de cette suppression et la liberté d'agir retrouvée permettraient à chacun de se loger et y compris les plus faibles. »

Je suis alors très mal à l'aise, car j'ai le sentiment (avec mon expérience professionnelle) que non cela n'irait pas de soi pour les plus pauvres... Je me réfère toujours à la doctrine sociale de l'Eglise... Ou pragmatiquement à Maurras. je ne crois pas à l'homme libre dans le poulailler libre! Bien à vous.

blandinedejouy@voilà.fr

NDLR : L'homme libre dans le poulailler libre, c'est le fonctionnaire et l'élus qui ruinent les autres pour leur propre avantage. Si le marché du logement n'était pas détruit par les pouvoirs publics, il y aurait bien assez de logements pour tous.

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 5 JANVIER 2009

L'HOPITAL PUBLIC

Les journaux sont pleins de l'état calamiteux des hôpitaux publics. Des patients ont souffert gravement au cours des fêtes au niveau des urgences et un bébé vient de mourir d'une erreur de manipulation. Les grèves ainsi que les protestations ne cessent de s'amplifier dans les milieux médicaux et para-médicaux.

Heureusement, madame Roselyne Bachelot, ministre de la santé, se déclare satisfaite de ces hôpitaux mais elle est bien seule à le montrer, sauf évidemment la presse « officielle » qui fait chorus avec la propagande gouvernementale et chante en boucle la gloire de l'hôpital public.

La presse ne dit pas qu'à l'origine de la catastrophe se trouve la nationalisation de la santé qui s'exprime dans les termes même de « santé publique » et, par déclinaison, « d'hôpital public ». C'est évidemment la faute de base : quoi de plus personnel que la santé. Notre santé nous appartient en propre et nul, ni élu, ni fonctionnaire, serait-il Préfet, n'est qualifié pour s'en occuper. L'idée de santé publique est, au surplus, une idée récente dans l'histoire des hommes et n'a aucune justification autre que la prospérité personnelle des tenants d'un pouvoir totalitaire qui se développe à l'ombre d'un prétendu et faux intérêt général.

La catastrophe générée par cette nationalisation abusive se déroule et les problèmes les plus récents n'en sont que l'une des manifestations. Toute privatisation d'un processus nationalisé diminue de moitié les dépenses avec amélioration de la qualité : remarquons que la croissance irrésistible de la CSG et de la CRDS est le résultat du déficit permanent de la sécurité sociale avec l'accumulation de dettes en conséquence ; Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP vient d'avouer que « notre pays a les dépenses de santé par tête

d'habitant parmi les plus élevées du monde ». La privatisation des hôpitaux permettrait sans doute d'économiser environ 2 % du PIB avec des progrès dans la qualité ; rappelons à ce sujet que la France souffre d'un retard récurrent dans les technologies nouvelles.

Voici comment se décline en cascade la calamité générale. Les causes secondes que nous allons énumérer sont redondantes et cumulent leurs effets négatifs. Elles se rattachent toutes au concept initial d'une santé prétendue publique.

La lenteur et l'inadaptation des décisions. Le mammoth de la santé dite publique n'a rien à envier au mammoth de l'éducation prétendue nationale. Des décisions tombant de haut sur un ensemble aussi complexe ne sont jamais adaptées au terrain mouvant de la base, souvent contradictoires et d'une lenteur désespérante. Dans une structure privée les décisions sont rapides et immédiatement opérationnelles ; si l'erreur arrive, la correction est rapide.

Le faux concept de l'égalité. Dans tout processus étatique, il se glisse un venin mortel qui est la recherche de l'égalité. La santé de chacun est par définition inégale et c'est une vraie chimère que de rechercher l'égalité dans ce domaine. La richesse, où que ce soit, ne peut naître que de l'inégalité qui par nature est créatrice. La recherche prioritaire de l'égalité engendre des coûts ruineux sans que jamais la chimère ne puisse être atteinte.

L'abondance des lois. Depuis 1970, 23 plans ont été lancés pour sauver la sécurité sociale ; ils comportaient tous des mesures pour sauver l'hôpital public lequel compte pour moitié dans la catastrophe globale de la sécurité sociale. Comme en tout autre domaine du désastre français la production de lois innombrables, contradictoires, inapplicables et souvent inappliquées paralyse toute action efficace. Un directeur de service dans un hôpital consomme un temps considérable à s'informer des lois nouvelles au détriment de la performance de son service. Un chirurgien avant d'intervenir doit se fatiguer à des tâches administratives sans intérêt.

Le rôle des syndicats. Un directeur de service de l'hôpital Pitié-Salpêtrière a dit qu'il passait 30 % de son temps à régler des problèmes syndicaux. Que dire des patients qui arrivent à l'hôpital pour un traitement et qui ne peuvent recevoir ce traitement alors qu'il y a grève pour un problème d'informatique ! Les syndicats pèsent non seulement par leur obstruction permanente mais aussi par les coûts insupportables qu'ils imposent sous la forme de délégations diverses.

L'impossibilité de gérer le personnel correctement. Un rapport de la Cour des Comptes a décrit le désordre dans la gestion des ressources humaines. Personne ne sait combien d'employés travaillent à l'hôpital public et personne ne sait combien et comment ils sont payés. Le rapport met en cause précisément la nomination des médecins qui échappe à la direction des hôpitaux. Le rapport pointe aussi la multiplicité des statuts. Un chiffre terrifiant est cité : les dépenses de personnel des hôpitaux représentent plus du quart des charges de l'assurance-maladie. Le personnel de ces hôpitaux bénéficie à vie du statut de la fonction publique. En particulier, les absences pour maladie sont payées dès le premier jour, alors que dans le privé il y a trois jours de carence. Ce simple fait a pour conséquence que les absences pour maladies sont bien plus nombreuses dans le public que dans le privé.

Les catastrophes latérales. Les hôpitaux, comme toute autre activité, souffrent de deux vrais missiles envoyés contre la société française, à savoir les 35 heures et la retraite à 60 ans. Bien entendu les cliniques privées les subissent aussi ; toutefois la décentralisation des décisions leur a permis de mieux réagir. Les urgences ont particulièrement souffert lors des fêtes à cause des jours de RTT pris par les uns et les autres et qui risquaient de se perdre s'ils n'étaient pas pris !

L'absence d'objectif clair. Un service public n'a jamais d'objectif clair et ne peut en avoir par nature ; dans l'imaginaire et la réalité, il agit au nom d'un prétendu intérêt général qui varie dans le temps et répond en fait au bon plaisir momentané des uns et des autres : ce flou dans les objectifs conduit au flou dans la comptabilité quels que soient les succédanés imaginés pour corriger les incertitudes. Dans une entreprise privée la règle est la maximisation du profit ce qui permet d'avoir des comptes clairs.

Le rôle négatif des maires. Les maires des villes sont pour une large part à l'origine de la paupérisation de la France, bien que ce fait ne soit jamais relevé. Les hôpitaux sont l'un de leurs instruments préférés. Il se comptait, il y a peu, 60 000 lits de trop ; un lit non performant est un poids dangereux et, de même, un hôpital non performant maintenu uniquement pour la gloire et la richesse du maire. Des agences régionales d'hospitalisations ont été créées pour mettre de l'ordre : c'est le vieux système étatique de créer de nouveaux organismes quand rien ne marche !

Pour illustrer tout ceci, voici la parade caricaturale imaginée par madame Bachelot suite aux récents incidents et qui pourrait faire croire qu'elle a lu cet éditorial avant de se réveiller.

Une loi va être votée fin janvier : quelle belle confirmation. Avec son train de décrets-lois, de circulaires et d'interprétations diverses, cela fera deux cent pages s'ajoutant à des centaines de milliers d'autres.

Elle va rajouter une nouvelle structure sous forme d'agences régionales de santé (ARS) pour chapeauter les agences régionales d'hospitalisation qui sans doute ne servaient à rien : empilage des structures, fromages fastueux pour les dirigeants, coûts superfétatoires. Les syndicats se lèchent déjà les babines projetant d'occuper pour les détruire les nouvelles bureaucraties. Il y aura donc dans les régions des sortes de ministères-bis. La presse est muette sur ce scandale en préparation : cela ressemble furieusement aux deux décentralisations territoriales qui ont ruiné la France en empilant les structures, tellement que tout le monde en pleurniche à présent. Il est sûr que les effectifs du ministère central ne vont pas diminuer en proportion de la croissance exponentielle des effectifs des nouveaux organismes.

Ces nouveaux monstres seront présidés par le Préfet. Qui peut penser utile de confier sa propre santé à un Préfet même s'il officie avec sa belle casquette ?

Le docteur Vallancien, Professeur à l'université de Paris-Descartes, vient de déclarer au Figaro : « l'hôpital produit environ deux à trois fois et demie moins de soins que les cliniques avec une qualité de soins qui n'est globalement pas meilleure »

La condamnation est sans appel.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il y a des problèmes dans la diffusion des flashes. Certains destinataires ne les reçoivent pas.

Il est conseillé d'indiquer aux personnes qui ne les reçoivent pas de les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

POUR BIEN ANALYSER LES HOPITAUX PUBLIQUES

LE LIVRE

« ET SI LA FRANCE SE METTAIT A REVER »

(comment retrouver la prospérité) (Odilon-Media) (20 €).

Il se trouve exclusivement

**à la librairie DUQUESNE DIFFUSION,
27 avenue Duquesne 75007 PARIS, tel : 01 45 55 87 55.**

**« LA RUPTURE AVEC LE SOCIALISME DOUBLERAIT LA RICHESSE
NATIONALE EN HUIT ANS. »**

CITATIONS

Jean BOTHOREL (ancien journaliste au Figaro)

« de Gaulle et Pompidou utilisaient 4 000 mots dans leurs discours. Avec Giscard on est tombé à 2 000. Avec Sarkozy et Royal nous en sommes à 500 »

Christian ESTROSI, maire de Nice :

« Rama Yade existe parce que Nicolas Sarkozy l'a fabriquée ! On fait un placement, on le fait fructifier et, au moment où on veut en tirer les bénéfices, voilà... »

REVUE DE PRESSE

LE NOMBRE DES ELUS

Voici, selon l'excellent journal « Le Cri du contribuable », le nombre des élus en France. Contribuables-esclaves, accrochez vos ceintures.

577 députés, 343 sénateurs, 78 députés au Parlement européen, 36 677 maires, 2091 conseillers régionaux, 149 représentants des assemblées de la Nouvelle-Calédonie, de Polynésie et de Wallis et Futuna, 4054 conseillers généraux, 163 conseillers de Paris.

Cela fait 558 élus pour 61, 875 millions d'habitants : un élu pour 111 habitants. Il y a deux fois plus de parlementaires que l'Allemagne et huit fois plus que les Etats-Unis.

Encore faut-il remarquer que, semble-t-il, le journal a oublié les conseillers municipaux qui ajouteraient une quantité absolument impossible à évaluer et c'est, sans doute, pour cela qu'il ne les a pas comptés.

Le même journal souligne le vrai scandale du coût de ces élus. En particulier un député européen coûte environ 28 000 € par mois.

Bien entendu, le scandale est encore augmenté par les cumuls, que les pays étrangers ne comprennent absolument pas. Sur le plan de la responsabilité, un cumul est tout à fait contradictoire car l'on ne peut pas s'occuper de deux corps sociaux dont les intérêts peuvent être différents et qui peuvent être en conflit. C'est ainsi que 85 % des députés et sénateurs ont un deuxième mandat électif contre seulement 20 % des parlementaires italiens, britanniques et allemands.

BREVES ET LONGUES

LE GENOME HUMAIN

L'on sait que le génome humain est l'objet de recherches avancées pour le décrypter. Or la nouvelle la plus récente est que le décryptage en cours confirme scientifiquement que nous descendons tous d'un couple unique ce qui détruit évidemment la théorie de l'évolution et de l'apparition de l'homme simultanément dans divers endroits de la Terre. C'est une bonne nouvelle pour le temps de Noël.

AVORTEMENT EGALE GENOCIDE

Nous lisons :

« CODE PENAL art. L. 211-1 : « constitue un génocide le fait, en exécution d'un plan concerté tendant à la destruction d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux, ou d'un groupe déterminé à partir de tout autre critère arbitraire, de commettre ou de faire commettre, à l'encontre des membres de ce groupe, l'un des actes suivants : atteinte volontaire à la vie ; atteinte grave à l'intégrité physique ou psychique ; soumission à des conditions d'existence de nature à entraîner la destruction totale ou partielle du groupe ; mesures visant à entraver les naissances ; transfert forcé d'enfants. »

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

LA RECONQUETE

Subject: Fw: Fw: Trans. : La Croisade de Reconquête est inévitable !

*Une preuve supplémentaire s'il en était besoin !
A faire connaître aux perpétuels incroyables.*

La Croisade de Reconquête est inévitable !

Selon Niall Ferguson, une guerre civile opposera prochainement en Europe les immigrés musulmans aux populations de souche.

La question de l'Islam est maintenant abordée un peu partout y compris publiquement dans les hautes sphères du pouvoir économique... Un exemple avec Niall Ferguson...

Au cours d'un briefing réservé aux cadres supérieurs d'une grande banque d'affaires internationale, Niall Ferguson, historien très en vogue dans les pays anglo-saxons, a parlé de la quasi-colonisation de l'Europe par les populations immigrées. Il a prédit qu'une guerre civile opposera prochainement en Europe les immigrés musulmans aux populations de souche vieillissantes. Selon lui, le résultat sera exactement le même que si les Maures avaient battu Charles Martel à la bataille de Poitiers en l'an de grâce 732.

Niall Ferguson est un historien britannique de 43 ans diplômé d'Oxford et titulaire d'une chaire de professeur à Harvard. Il a acquis une très grande notoriété auprès du public anglo-saxon grâce à ses livres et ses documentaires télévisés, et a été classé par le magazine Time parmi les 100 personnalités les plus influentes du monde.

Ce n'est ni un fou, ni un imbécile, ni un extrémiste. C'est un type qui s'est taillé une réputation en béton grâce à son intelligence, sa puissance de travail, et sa capacité à replacer les interrogations contemporaines dans une perspective historique longue.

Le jeudi 30 juin 2005, il a été invité par la prestigieuse banque d'affaires américaine Merrill Lynch à donner un séminaire privé afin de donner aux analystes de cette banque

un temps d'avance sur leurs concurrents, de raffiner leur grille de lecture pour décrypter le monde et les marchés financiers, et de proposer de nouveaux thèmes d'investissement susceptibles d'impressionner leurs clients les plus sophistiqués. Un tel "cours particulier" de quelques heures rapporte plusieurs milliers d'euros à un intellectuel en vue tel que Niall Ferguson, et ce qui s'y dit ne sort pas du cercle des initiés. Dans la haute finance internationale, contrairement à la fonction publique, la moindre erreur de jugement se paie comptant et peut aisément sonner le glas de la carrière la plus prometteuse, donc on préfère se payer l'assistance des esprits les plus fins pour ne pas rater le coche.

La présentation de Niall Ferguson développa l'idée que la situation internationale actuelle ressemblait étrangement à celle de 1913. Il a été très surpris de voir que les marchés financiers de 1913 s'étaient montrés incapables d'anticiper le déclenchement de la Première Guerre Mondiale en août 1914. Cette myopie avait coûté très cher aux banquiers parce que les bourses internationales étaient restées fermées jusqu'en 1915, et quand elles ont réouvert les actions et les obligations avaient perdu énormément de valeur.

Mais le plus intéressant, c'est ce qui s'est dit après que Niall Ferguson eut terminé la présentation qu'il avait préparée, quand il s'est soumis à une séance de questions-réponses à bâtons rompus avec l'assistance. Ce fut un débat de haute volée.

Un banquier de Merrill a demandé de but en blanc s'il allait y avoir une guerre en Europe. Je vous livre la traduction de la réponse de Niall Ferguson :

«Je ne crois pas qu'on puisse imaginer un scénario de guerre européenne au sens classique de l'éclatement de l'Union Européenne et de la réémergence des états-nations. L'instabilité de l'Europe est plus à même de provenir de cette autre tendance démographique qui est la quasi-colonisation de l'Europe par des populations immigrées qui sont culturellement très différentes et dans certains cas hostiles ou résistantes à l'intégration et à l'assimilation. Si on regarde dans le futur à l'échelle de décennies plutôt que de mois, ça me semble être une source de conflit beaucoup plus probable. Mais ce serait un conflit de type civil interne, un conflit entre les immigrants en particulier musulmans et les peuples indigènes vieillissants.

En d'autres mots, ce qui rend notre période différente de tous les autres siècles depuis la Peste Noire, c'est que les populations européennes se réduisent. Dans le passé, la croissance des populations indigènes européennes a été le moteur du changement historique pendant la plus grande partie de l'histoire moderne, parce que c'est l'excédent de population qui a causé les grandes migrations parties d'Europe qui ont transformé le monde après 1500. Ça ne s'est arrêté que récemment, et c'est seulement au milieu des années 1980 que les taux de fertilité en Europe sont tombés en dessous du taux de remplacement, et que la migration a commencé à être une source plus importante de la croissance de la population.

*L'Europe a changé fondamentalement, ça ne va plus être, comme ça l'était avant, un endroit rempli de populations européennes, principalement chrétiennes, se reproduisant rapidement. C'est en train de changer radicalement. Ça nous ramène encore plus en arrière que je ne l'ai fait dans ma présentation. Ça nous ramène au temps de l'Alhambra de Grenade à l'époque mauresque. Si vous voulez comprendre le destin de l'Europe, il faut revenir énormément en arrière et lire la fantastique prophétie involontaire de Gibbon dans *Décadence et Chute*, quand il imagine ce qui se serait passé si les Maures avaient gagné la bataille de Poitiers et avaient dépassé l'Espagne pour aller en France et au-delà. Peut-être y aurait-il des mosquées à*

Oxford. Eh bien, maintenant il y a des mosquées à Oxford, mais je ne crois pas que Gibbon l'aurait anticipé. C'est cette Europe qui commence à émerger graduellement, mais ce n'est pas une Europe capable de produire une conflagration entre grandes puissances.»

Pour la bonne bouche, Niall Ferguson faisait allusion à un passage du chapitre 52 du livre Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire Romain publié par Edward Gibbon en 1788 : “Les Sarrasins s'étaient avancés en triomphe l'espace de plus d'un millier de milles, depuis le rocher de Gibraltar jusqu'aux bords de la Loire; encore autant, et ils seraient arrivés aux confins de la Pologne et aux montagnes de l'Ecosse : le passage du Rhin n'est pas plus difficile que celui du Nil et de l'Euphrate, et d'un autre côté la flotte arabe aurait pu pénétrer dans la Tamise sans livrer un combat naval. Les écoles d'Oxford expliqueraient peut-être aujourd'hui le Koran, et du haut de ses chaires on démontrerait à un peuple circoncis la sainteté et la vérité de la révélation de Mahomet.” C'est ce qu'on appelle l'humour british...

Ce qui frappe le plus, c'est le fatalisme avec lequel Niall Ferguson décrit le destin immédiat de l'Europe. Lui, le penseur à la mode, distillant ses perles intellectuelles les plus précieuses aux virtuoses de la finance qui veulent anticiper les tendances de fond des marchés, ne pense pas que la conquête imminente de l'Europe par les immigrés originaires des pays musulmans soit un “tuyau”, un “scoop” justifiant son généreux cachet : pour lui c'est d'une telle évidence, c'est tellement inéluctable et déjà si visible dans les faits, que ça ne mérite même pas de faire “la une” de sa présentation. Ça mérite peut-être sa place dans la session questions-réponses, mais ça n'étonnera personne.

Non que ça le laisse indifférent. Il a étudié au Magdalen College d'Oxford, et sa référence affectueuse à Gibbon (historien illustre sorti lui aussi du Magdalen Collège deux siècles auparavant) prouve bien qu'il en a gros sur la patate d'y voir une mosquée. Mais pour lui l'élimination des peuples indigènes d'Europe est tellement inévitable qu'elle est déjà pratiquement inscrite dans l'histoire. A moins d'une surprise...

Olivier RICHARD <http://www.resiliencetv.fr/modules/news/article.php?storyid=2103>

(ces perspectives ne devraient pas inciter les investisseurs américains à se risquer dans cette pétaudière, et cela explique en partie pourquoi les fortunes et les capitaux européens se réfugient en dehors de l'Europe, laissant la place aux Chinois et Indiens, sans oublier les rois du pétrole !)

LEPANTE

Le Comité de Lépante communique

La bataille pour la défense de l'occident entre dans une phase décisive :

1. 1. La politique d'immigration, à laquelle ont poussé depuis 1973 les pays arabes, l'ONU, le bloc communiste, aux ordres desquels se sont pliés les gouvernements des pays occidentaux, livre ses fruits vénéneux : les rues de New York, San Francisco, Paris, Londres, Madrid, Anvers, Milan, Athènes, appartiennent à l'arabisme, à l'islam, au tiers-mondisme et au gauchisme.
 2. 2. La réaction – tardive mais ferme – d'Israël contre le Hamas, doit être le signal d'un réveil des Européens pour qu'ils se dressent contre l'occupation de leurs territoires.
 3. 3. La solidarité de FAIT entre nations occidentales est avérée par l'importation sur leurs sols du conflit moyen-oriental.
 4. 4. Sans une politique CLAIRE de cessation de l'immigration – d'où que viennent les migrants – et de RETOUR des populations non européennes sur leurs terroirs d'origine, il n'y aura plus ni PAIX, ni PROSPERITE, ni CIVILISATION.
 5. 5. Nous exigeons des gouvernements européens, et de celui de France en particulier, un appui sans réserve à l'opération israélienne en cours, et le maintien de l'ordre sans FAIBLESSE dans les rues de nos villes.
 6. 6. Nous appelons les Européens, insultés au cœur de leurs capitales, à descendre dans la rue pour montrer leur détermination à ne pas subir chez eux un joug étranger à leurs mœurs, leurs valeurs, leur Histoire.
-